Autorités fédérales et nucléaire
Attention à la perte de mémoire !

COMMUNIQUÉ DE SORTIR DU NUCLÉAIRE SUISSE ROMANDE 23 janvier 2026

15 ans après la catastrophe nucléaire de Fukushima, la commission de l'environnement du Conseil des États s'est prononcée pour rouvrir la porte au nucléaire en Suisse. Prochaine étape : le Conseil des États se prononcera à son tour.

Quinze ans après la catastrophe nucléaire de Fukushima, la mémoire faiblit ! Pourtant les faits qui ont mené le Conseil fédéral (2011), les chambres fédérales (2016) et une votation populaire (2017) à dire Stop au développement du nucléaire en Suisse n'ont pas changé : Une catastrophe nucléaire a surpris un pays comparable à la Suisse, le Japon, un pays moderne, démocratique, détenant même une industrie de construction et d'exportation de centrales nucléaires[1]. Sous le choc, la Suisse à tous les niveaux politiques décidait d'initier sa sortie du nucléaire. Et puis le temps a passé.

« Les autorités politiques perdent la mémoire et nous font perdre du temps : rouvrir la porte au nucléaire freinerait la transition énergétique, coûterait des dizaines de milliards et mettrait en danger le plateau suisse, la partie la plus densément peuplée du pays. Nous empêcherons cette décision absurde ! » a déclaré Ilias Panchard, Président de Sortir du nucléaire.

Le lobby nucléaire tente de diffuser une image de « nouvelles centrales nucléaires » sûres, ne produisant pas de déchets radioactifs. Pourtant, **« ce type de centrale[2] n'existe que sur le papier »** rappelle Philippe de Rougemont, secrétaire général de Sortir du nucléaire.

Si la Suisse décidait de s'équiper de nouveaux réacteurs, ils seraient du type actuellement disponible, équivalent aux centrales existantes, polluantes, dépendantes d'uranium enrichi en Russie, présentant un risque connu de catastrophe, pour lesquels aucune solution de stockage sûr des déchets n'existe.

Au sein de l'Alliance Sortons du nucléaire, dont Sortir du nucléaire est membre co-fondateur, nous récoltons des signatures à la lettre ouverte adressée aux membres du Conseil des États, qui devront bientôt se prononcer sur le retour du nucléaire[3].

Depuis une année, l'association romande Sortir du nucléaire se prépare (logistique, budget de campagne) à mener et remporter la campagne de votation référendaire qui maintiendra la décision de transition énergétique hors des énergies du passé. La Suisse est capable de maintenir sa mémoire, de développer les économies d'énergie, les renouvelables et les capacités de stockage saisonnier d'électricité, pour définitivement sortir des énergies du passé.

CONTACT :

Ilias PANCHARD, président 079 922 63 31 Christian van SINGER, porte-parole 078 793 61 78

---

[1] Hitachi, Toshiba, Mitsubishi

[2] Que ce soit des centrales de type SMR, au thorium ou de fusion, il s'agit de projets de recherche et d'effets d'annonce, pas de centrales disponibles sur le marché.

[3] https://www.stop-nucleaire.ch/lettre-conseil-des-etats